

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 24/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

AXENS SA

89 Bd Franklin Roosevelt
BP 50802
92500 BUZENVAL

Références : 2023-04-317
Code AIOT : 0006601577

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement AXENS SA implanté Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 Salindres. L'inspection a été annoncée le 20/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans l'action nationale 2023 relative au retour d'expérience accidentologie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXENS SA
- Avenue Jean Moulin CS 30319 30340 Salindres
- Code AIOT : 0006601577
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement AXENS est spécialisé dans la fabrication de support de catalyseurs et de catalyseurs. Les catalyseurs ont pour but de favoriser le déroulement des réactions chimiques. Ils sont utilisés pour de nombreuses applications, notamment dans le raffinage du pétrole, la pétrochimie, l'industrie du gaz. L'établissement relève du statut seveso Seuil Haut et de la directive

européenne sur les émissions industrielles (dite directive IED).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- action nationale 2023 relative au retour d'expérience sur l'accidentologie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	/	Sans objet
2	Recensement des événements	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6	/	Sans objet
3	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5	/	Sans objet
4	Audits et revues de direction	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7	/	Sans objet
5	Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place les outils nécessaires pour connaître les situations à risques au sein de son établissement. Un système de signalement des événements est en place, à disposition de l'ensemble des employés et les événements sont transmis à tous les employés. Les situations jugées à risque important font l'objet d'une analyse approfondie par arbre des causes. Les incidents, accidents et presque accidents sont connus et répertoriés sur le site. Par sondage, depuis les 2 dernières années, une à deux situations présentaient des critères d'évaluation de l'échelle européenne et auraient pu être signalés à la DREAL. Il est demandé à l'exploitant de définir des critères plus fins de signalement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en place d'un Système de Gestion de la Sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
Thème(s) : Actions nationales 2023, Existence SGS
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. Le système de gestion de la sécurité est conforme aux dispositions mentionnées en annexe I au présent arrêté. L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les différents documents mentionnés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure SLD_CQ_PR_183_FR intitulée « Gestion d'une atteinte et d'un presque accident/situation dangereuse » découlant du SGS. Outre l'organisation en cas de blessé, cette procédure définit les accidents avec arrêt, sans arrêt et les presque accidents. Dans chaque cas, il est demandé de remplir une fiche d'incident ou de presque accident. Cette procédure décrit également l'organisation et la suite à donner à ces fiches. Le détail est décrit dans le constat suivant. Aucune discordance entre la procédure et sa déclinaison sur site n'a été constatée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Recensement des événements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I point 6
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des performances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les procédures englobent le système de notification des accidents majeurs ou des accidents évités de justesse, notamment lorsqu'il y a eu des défaillances des mesures de prévention, les enquêtes faites à ce sujet et le suivi, en s'inspirant des expériences du passé.</p> <p>Constats : La gestion des accidents, incidents et presque-accident est encadrée par la procédure SLD_CQ_PR_183_FR intitulée « Gestion d'une atteinte et d'un presque-accident/situation dangereuse » créée le 1er janvier 2019.</p> <p>Cette procédure indique que chaque accident, incident ou presque-accident doit faire l'objet d'une fiche d'atteinte. En cas de presque-accident, la fiche d'atteinte est créée soit par la personne ayant subi l'atteinte, soit par un témoin, soit par une entreprise extérieure.</p> <p>Ces fiches sont ensuite transmises à une boîte mail générique accessible à l'ensemble du personnel de la société Axens. Elles sont ensuite gérées par le HSE qui les présente chaque jour en comité de direction et qui les trace dans un tableau de suivi. L'exploitant n'a défini aucune cotation des événements ou critère déclenchant une analyse approfondie des événements. C'est lors de ce comité qu'il est décidé de faire ou non une analyse approfondie. Cette analyse est composée d'un recueil des faits et d'une analyse par arbre des causes. Le recueil des faits est systématique pour tout accident avec arrêt de travail et les accidents avec déclenchement de POI. Il est fait par le service HSE, le service de l'accidenté et un membre du CSSCT. L'arbre des causes est, quant à lui, validé par la Direction puis transmis à l'ensemble du personnel.</p> <p>Les actions à réaliser suite à la fiche d'atteinte ou aux arbres des causes sont ensuite enregistrées et suivies pour chaque service à qui l'action incombe. Si l'action nécessite une demande d'intervention auprès du service maintenance, son suivi sera réalisé dans le logiciel SAP. Pour le reste des actions sans demande d'intervention, il est tracé dans les plans d'action de chaque service concerné. Le service HSE est présent lors des réunions de suivi de ces autres services pour suivre les actions et les délais. De plus, chaque mardi, le suivi des actions est présenté par chaque service à un comité opérationnel.</p> <p>Afin que toute situation dangereuse soit remontée, l'exploitant incite les employés à transmettre une fiche d'atteinte. Il s'est fixé un objectif de 200 remontées de fiche par an pour 2023. Le 18 avril 2023, 104 remontées avaient déjà été réalisées.</p> <p>Afin de prévenir les situations dangereuses, l'exploitant met à disposition sur les écrans d'accueil un raccourci afin de visionner les derniers films du BARPI. Il réalise également des REX accidentologiques à partir des accidents du site ou des accidents de la base ARIA sur des installations similaires aux siennes.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR) : Suivi des défaillances

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7 point 5
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR : suivi des défaillances
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les défaillances des mesures de maîtrise des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant. Ces défaillances sont analysées et les actions correctives et/ ou préventives nécessaires sont menées. Les anomalies des mesures de maîtrise des risques, y compris celles conduisant à des périodes d'indisponibilité, sont enregistrées, le cas échéant, les actions correctives nécessaires sont menées. Les anomalies enregistrées sont analysées et font l'objet d'une revue, aboutissant si nécessaire, à la mise en œuvre de mesures préventives ou correctives. Les défaillances sont des dysfonctionnements de nature à compromettre la fonction de sécurité d'une mesure de maîtrise des risques et à remettre en cause l'efficacité attendue, y compris de manière temporaire. Les anomalies sont des dysfonctionnements qui ne sont pas de nature à compromettre la fonction de sécurité de la mesure de maîtrise des risques ni à remettre en cause l'efficacité attendue (par exemple par effet d'une sécurité positive). A l'occasion du réexamen de l'étude de dangers le cas échéant, les niveaux de confiance des mesures de maîtrise des risques sont réévalués à la lumière des défaillances enregistrées et de la revue des anomalies.
Constats : La gestion et le suivi des mesures de maîtrise des risques sont gérés par le service maintenance. Cette gestion est encadrée par la procédure SLD_CQ_PR_142 intitulée « évaluation des risques liés aux procédés et aux produits » et créée le 25 novembre 2019. Cette procédure indique qu'en cas de défaut sur la MMR, l'installation est mise à l'arrêt. Les shunts ne sont pas possibles, en tout cas via la salle de contrôle, il faudrait un électricien qui vienne refaire des branchements. En cas de défaut sur les MMR, la procédure est la même que précédemment. Il faut créer une fiche, la transmettre sur la boîte générique. Le HSE décidera en comité de direction si une analyse approfondie est nécessaire. Si tel était le cas, un arbre des causes serait effectué. Les anomalies sont suivies à travers les indicateurs du SGS. L'exploitant a présenté une liste des MMR à jour.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Audits et revues de direction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article annexe 1 point 7
Thème(s) : Actions nationales 2023, Réalisation d'audits
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Des procédures sont mises en œuvre en vue de l'évaluation périodique systématique de la politique de prévention des accidents majeurs et de l'efficacité et de l'adéquation du système de gestion de la sécurité.
Constats : Le SGS et la PPAM sont audités tous les 3 ans. Le dernier audit a eu lieu en avril 2022 : 7 écarts ont été formulés, aucun ne concerne le suivi et la gestion des accidents, incidents et pesqu'accidents. De plus le site est régulièrement audité pour les certifications ISO 14001 et 45001. Le dernier datant de juillet 2022 n'a pas non plus de remarque sur la gestion des accidents, incidents et pesqu'accidents. En parallèle l'exploitant définit chaque année des indicateurs dits « indicateurs SGS » qui sont suivis et présentés en revue de direction. Pour l'année 2023 il s'est fixé comme objectif : <ul style="list-style-type: none">- 3 accidents avec et sans arrêt,- 19 atteintes,- 200 remontées de fiches d'atteinte. En cas de dépassement, le HSE analyse les données et met en place un plan d'actions. Un gros travail d'analyse a été réalisé sur l'exercice 2022 après un large dépassement des indicateurs (12 accidents avec ou sans arrêt au lieu de 3 et 39 atteintes au lieu de 19). L'exploitant a investigué en fonction de la provenance des « accidentés », des heures de la journée, du jour de la semaine (weekend compris).. Il en conclut que l'essentiel des accident/incident/pesqu'accident vient du service fabrication. Un plan d'actions concernant l'ensemble des services a été mis en place sur des facteurs humains et organisationnels.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Déclaration et analyse des causes des événements à l'inspection

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R. 512-69
Thème(s) : Actions nationales 2023, Information de l'ICC des accidents/incidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme
Constats : La procédure SLD_CQ_PR_142 intitulée « évaluation des risques liés aux procédés et aux produits » n'indique aucun critère pour prévenir la DREAL d'un accident. L'exploitant indique que lorsque le POI est déclenché la DREAL est prévenue. Il est rappelé à l'exploitant que l'échelle de cotation européenne des accidents amorce la cotation des accidents notamment à partir d'une seule personne soignée sur place ou hospitalisé moins de 24h et/ou à partir d'une fuite de produit de 0,1 % du seuil seveso ou encore à partir d'un épandage de 0,1 % du seuil seveso. Par sondage, 2 accidents d'épandage de produits dans des quantités supérieures à 1 tonne et 1 accident ayant entraîné des brûlures chimiques ont été relevés. Après échange avec l'exploitant, les 2 premiers accidents ne concernent pas des substances classées. L'accident ayant entraîné des brûlures chimiques aurait pu faire l'objet d'une information à la DREAL.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de définir des critères à partir desquels il est nécessaire de prévenir la DREAL lorsqu'un événement a lieu dans une installation ICPE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet